

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—Etats-U., \$3.50. Tout semestre commencé se paie en entier. On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. XII.

No. 49.

JEUDI, 8 DECEMBRE 1881

Prix du numéro 7 centims.—Annonces, la ligne, 10 centims. Toute communication doit être affranchie. Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

AVIS IMPORTANT

L'Administration de *L'Opinion Publique* prie respectueusement les abonnés endettés envers elle de payer leurs comptes d'ici au 1^{er} janvier prochain.

Cet appel est fait pour ceux qui ne sont débiteurs que de l'année courante comme pour ceux surtout qui sont arriérés de plusieurs années. Les abonnés comprennent fort bien que pour publier un journal illustré du format de *L'Opinion Publique*, il faut déboursier de grosses sommes d'argent. D'ici à la fin du mois il y a trois semaines encore, le temps nécessaire pour se préparer à faire droit à la juste réclamation de l'Administration. Les abonnés de la campagne feront remise de ce qu'ils doivent par lettres, qui devront être enregistrées au bureau de poste de leurs localités respectives.

L'Administration regretterait beaucoup si elle était obligée de réitérer sa demande, ce qui lui ferait subir des retards dans la rentrée de l'argent. Ces retards nécessiteraient une longue correspondance qui entraînerait, par conséquent, des frais de postage et l'envoi aussi de collecteurs près de ceux qui ne répondraient pas à l'appel qui leur est fait. Dans ce cas, l'Administration, pour rentrer dans les dépenses qu'elle aurait faites, au lieu de réclamer le prix ordinaire de l'abonnement, qui est de \$3.00, réclamera \$3.50 pour l'année. Qu'il soit bien compris que cette mesure ne sera prise qu'à l'égard des retardataires seulement.

L'Administration espère que les choses n'en viendront pas là, et qu'au 1^{er} janvier prochain elle aura au contraire à féliciter ses abonnés pour l'empressement qu'ils auront mis à payer ce qu'ils doivent.

L'ADMINISTRATION.

LES INQUIÉTUDES DE JOHN BULL

John Bull n'a pas l'habitude de reculer devant le danger ; il a donné mille et mille preuves de sa bravoure, et l'histoire des guerres de l'Europe pendant de longues années a fait partie de ses annales militaires. Ce sont ses armes qui ont frayé la voie aux millions d'habitants qui parlent aujourd'hui sa langue sur tous les points du globe.

Les guerriers gaulois ne craignaient qu'une chose : c'est que la voûte des cieux vint à leur tomber sur la tête. John Bull, lui aussi, ne craint qu'une chose, que nous souhaitons vivement, c'est que le Pape transforme l'Angleterre de terre protestante en pays catholique, et lui rende le titre d'Île des Saints qui, paraît-il, lui convenait parfaitement autrefois. Lorsqu'il pense au Vatican, aux intrigues, aux pièges de la cour de Rome, il a des terreurs blanches et songe à se défendre contre l'invasion romaine !

La Grande-Bretagne traverse en ce moment une de ces crises, et c'est une affaire bien simple qui l'a provoquée. On sait que les relations diplomatiques rompues entre Rome et Londres, lors du schisme d'Henri VIII, n'ont jamais été reprises et qu'il n'y a pas, à l'heure qu'il est, d'ambassadeur de la Grande-Bretagne accrédité auprès du Saint-Siège. Cela n'empêche pas que depuis longtemps il y a toujours eu des intermédiaires officieux entre les deux gouvernements. Lord Granville, le ministre des affaires étrangères du cabinet Gladstone, désire mettre fin à cette anomalie et renouer officiellement les relations avec le Saint-Siège. La seule rumeur que lord Granville nourrissait un tel projet a suffi pour mettre les fermes soutiens du trône et de l'autel en émoi. "Quoi ! disent ces braves gens, avoir un représentant de la Reine à Rome, quelle horreur ! c'est encore le résultat du papisme. Où s'arrêtera l'audace des catholiques ? Encore quelques pas dans cette direction, et le protestantisme sera sérieusement me-

nacé !" Voilà comme on raisonne ou plutôt comme l'on déraisonne dans nombre de cercles politiques anglais. On a beau répondre : mais ces relations ont été renouées déjà de fait ; il s'agit de simplifier un état de chose existant, rien n'y fait. C'est une affaire de forme, il est vrai, réplique-t-on, mais en Angleterre la forme est souvent beaucoup et quelquefois elle emporte le fond.

Ce n'est pas le fanatisme religieux qui s'agite au fond de ces craintes. On ne peut faire remonter à un sentiment aussi étroit les susceptibilités actuelles. L'Angleterre n'a-t-elle pas réprouvé, à l'unanimité pour ainsi dire, les persécutions dont les catholiques ont été l'objet en France, de la part des hommes dévorés de l'ambition de lui faire perdre son titre de fille aînée de l'Eglise ! On ne peut taxer de fanatisme à ce point la nation qui, il y a près d'un siècle, alors que les catholiques n'avaient pas encore obtenu leur émancipation en Angleterre, accueillait à bras ouverts les prêtres proscrits par la révolution française et leur donnaient l'hospitalité la plus large et la plus généreuse.

Mais l'Angleterre est avant tout un pays de traditions et de précédents. On n'y déroge pas aisément aux usages d'autant plus vénérables qu'ils existent depuis un plus grand nombre d'années. En politique les unes et les autres ont fait la force et la gloire de l'Angleterre et on ne voit pas pourquoi il serait permis de toucher aux traditions religieuses of *old England*. Aussi dès qu'une partie de l'édifice est menacée d'un changement, on pousse des cris comme si les tonneaux de poudre de Guy Fawkes étaient à sa base.

Si l'Angleterre est le pays des traditions, c'est aussi le pays du bon sens. Après avoir usé et souvent abusé de son droit de critiquer et de maugréer, John Bull finit par suivre l'avis de ses hommes d'état qui, au point de vue des idées généreuses, devançant généralement leurs contemporains d'une cinquantaine d'années. C'est, du reste, ce que l'on a vu chaque fois qu'il s'est agi d'accorder quelque liberté aux catholiques. Dès qu'il était d'abord question d'une de ces libertés, c'était une protestation d'un bout à l'autre de l'Angleterre, puis un beau jour l'opinion publique trouvait tout naturel d'accorder ce qui lui avait paru d'abord si exorbitant. On a même vu des hommes d'état proposer au Parlement d'opérer des réformes qu'ils avaient dénoncées comme dangereuses pendant toute leur carrière. N'a-t-on pas vu Wellington et Peel, deux torres de vieille roche qui s'étaient, de longue date, constitués les champions du protestantisme et les adversaires déterminés de l'émancipation des catholiques, proposer soudain au Parlement d'accomplir ce grand acte de justice ! Ils avaient fini par se convaincre que cette mesure était indispensable à la tranquillité de l'empire et ils furent assez maîtres de leur amour-propre pour vaincre toute fausse honte et reconnaître leur erreur et leur injustice passées.

En 1837, la reine Victoria était à peine montée sur le trône, que l'Angleterre fut prise soudain d'une terreur blanche. Il y avait de quoi ; on disait que la jeune reine allait embrasser le catholicisme. Quelle horreur ! *Le Times* lui-même partit en guerre et déclara solennellement que "si elle devenait papiste, elle pourrait être certaine de perdre la couronne britannique." D'où était venue cette rumeur, cause de la panique ? On ne l'a jamais su, et tout cela a dû, quelques années plus tard, paraître bien ridicule à ceux qui s'étaient si facilement alarmés.

Ce fut bien autre chose lorsque Mgr Wiseman, de courageuse et vénérée mémoire, prit, en 1850, le titre d'évêque de Westminster. Pour le coup, l'Angleterre s'emporta tout de bon. Il y eut des *meetings* d'indignation pour protester contre cet empiètement du Pape qui avait l'audace de traiter l'Angleterre comme un pays placé sous sa domination. L'Angleterre ne s'arrêta que le jour où lord John Russell fit passer une loi défendant aux évêques catholiques d'usurper des titres de sièges apostoliques appartenant aux protestants. La mesure avait à peine reçu la sanction royale, que l'Angleterre s'aperçut qu'elle avait pris des bâtons flottants pour des navires de hauts bords, et les évêques continuèrent à porter leurs titres sans être inquiétés.

Les susceptibilités qu'ont fait naître la présence à Rome d'un chargé d'affaires anglais, sont à peu près de même nature. Elles paraissent déplacées aux yeux d'une foule d'Anglais. *Le Times* cherche à faire entendre raison à ses concitoyens. *Le Spectator* s'efforce de les ramener au calme en les raillant avec assez de malice. "La sottise opposition du peuple anglais, dit-il, au projet d'accréditer un ministre au Vatican, cause autant d'ennuis à lord Granville qu'à ses prédécesseurs. Le Pape étant un prince qui a de l'influence non-seulement dans le Royaume-Uni, mais aussi dans les colonies, le Secrétaire des Affaires Etrangères désire s'entretenir directement avec lui, sur certaines questions, de l'Irlande peut-être, mais les susceptibilités anglaises l'en empêchent. Force lui est donc de donner ordre à M. Errington de se rendre auprès du Pape, et de lui dire non officiellement ce qu'il s'agit de lui faire savoir. C'est ce qui a été fait, et le Pape qui est un gentleman autant qu'un homme raisonnable, et qui peut désirer de se retirer à Malte, et qui a des adhérents sous le drapeau britannique dans toutes les parties du monde, à Malte, à l'Île Maurice, le Canada français presque tout catholique, s'est montré très gracieux. L'esprit protestant part de là pour bâtir toutes espèces de légendes et de prophéties. Un ministre anglais part pour Rome ! Un Nonce du Pape s'en vient ici ! Le Pape va intervenir en Irlande ! Lord Granville se propose de demander que les garanties soient mieux respectées. On ne méritait pourtant pas de nous attirer aucun de ces terribles fléaux, et tout ce qui est arrivé se réduit à une entrevue du Pape avec M. Errington, au cours de laquelle on a fait connaître à Sa Sainteté quelques vues du gouvernement anglais. Il y a deux ou trois affaires sur lesquelles les Anglais ne veulent pas entendre raison (*impenetrable to reason*), et nous venons d'en faire connaître une."

Le Spectator désespère ou feint de désespérer de ses concitoyens dans cette affaire. Il sait bien que lord Granville, s'il y tient, finira par l'emporter. Il résulte de tout cela que John Bull, roi des mers, aime aussi les tempêtes dans un verre d'eau, et à se créer des chimères pour le plaisir de s'effrayer lui-même. Qu'il se passe cette fantaisie si le cœur lui en dit, mais d'après toutes les apparences, il est destiné à voir son gouvernement renouer officiellement des relations diplomatiques avec le Vatican. Une fois le fait accompli, il en prendra gaiement son parti, rira de ses terreurs et continuera de chanter :

Rule Britannia, rules the waves
Britons shalle never be slaves.

A.-D. DeCELLER.

CHOSSES ET AUTRES

Nous sommes inondé de poésie ; chaque malle nous apporte au moins une pièce de vers. Les lauriers de M. Fréchette empêchent bien des nourrissons des muses de dormir ; le Pégase canadien a reçu un vigoureux coup d'éperon, et s'élançait vers le mont sacré, souvent cahin-caha. Loin de nous l'idée de décourager cette fureur sacrée ou poétique, comme l'on voudra. Le vent est à la protection des produits nationaux, et nous croirions manquer à notre devoir de journal littéraire en ne prodiguant pas notre bienveillance et nos encouragements aux jeunes poètes. Mais, franchement, il doit y avoir une limite à la production poétique nationale. L'offre dépasse de beaucoup la demande, et la qualité ne répond pas à la quantité.

Il n'est pas donné à tout le monde de faire des vers ; nous connaissons une foule de citoyens des mieux posés qui n'en ont jamais connu un seul. Il faut donc savoir s'abstenir lorsqu'on n'a pas la conviction ferme que les vers coulent de source et sont frappés au bon coin. Si jamais nous nous sentions taquiné par la muse, et si nous céditions à la tentation, il y a une chose que nous ferions : ce serait, avant d'envoyer nos vers aux gazettes, de les soumettre à la critique d'un maître judicieux et sévère, avec prière de nous dire s'ils les croit dignes de l'impression. C'est le conseil que nous donnons aux poètes de l'avenir, autrement, vous